

Jean-Paul LECOQ  
Député de Seine-Maritime  
12, rue Michel Gautier  
76600 LE HAVRE

jeanpaul-lecoq.fr

M. Jean-Yves LE DRIAN  
Ministre de l'Europe et des Affaires  
étrangères  
37, Quai d'Orsay  
75351 PARIS CEDEX 07

**Objet :** *Mouvements sociaux au Sénégal*

Monsieur le Ministre,

La situation au Sénégal dit beaucoup du monde qui s'ouvre devant nous, et le silence de l'État français sur ce qui s'y vit est inquiétant.

Comme vous le savez, depuis le 3 mars dernier, le Sénégal est en proie à des mouvements populaires sans précédent depuis près d'une décennie.

L'élément déclencheur est l'arrestation d'Ousmane Sonko, opposant au Président de la République du Sénégal Macky Sall.

Arrêté pour « trouble à l'ordre public » et « participation à une manifestation non autorisée » alors qu'il se rendait à la convocation du juge pour répondre de l'accusation de « viols » et de « menaces de morts » proféré par lui contre une employée d'un salon de beauté, les motifs des accusations semblent ne pas convaincre de nombreux Sénégalais.

D'autant que des militants de partis d'opposition, des responsables associatifs, des syndicalistes sont arrêtés sur des bases plus que contestables et parfois de manière préventive. C'est plutôt l'opportunité politique que représente cette affaire pour le pouvoir en place qui interroge un certain nombre de Sénégalais.

Même s'il n'appartient pas ni à l'État français ni à un député français de se prononcer sur la véracité des faits reprochés à M. Sonko, force est de constater que cette arrestation a déclenché un mouvement de contestation politique et sociale bien plus large que cette affaire.

Cette contestation puise son dynamisme dans un mal plus profond, celui d'une montée des injustices, des inégalités, et de libertés remises en cause. Cette exaspération populaire se répand aussi dans le contexte de la pandémie de Covid-19, qui a aggravé la situation et enfoncé une partie des citoyens, dont la jeunesse sénégalaise, dans une impasse sociale et économique.

Cette révolte puise ses racines dans un désespoir économique et social profond.

Mais ce désespoir, plutôt que d'être pris en compte, discuté collectivement et cerné afin de comprendre ce que vivent les Sénégalais au quotidien, est attaqué frontalement par le pouvoir, ce qui envenime la situation.

Il est plus que temps pour la France, dont les liens sont importants avec le Sénégal, d'être solidaire de ceux, de plus en plus nombreux dans ce pays, qui aspirent au dialogue et veulent que la répression, les arrestations arbitraires, les morts et les blessés cessent et appellent au respect de leurs droits fondamentaux.

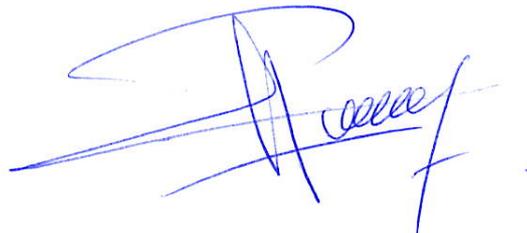
Aujourd'hui, notre silence vaut acceptation. Or, je ne puis imaginer que la diplomatie française se satisfasse du danger que court le peuple sénégalais.

Plus largement, les mouvements sociaux que vit aujourd'hui le Sénégal risquent d'être le début d'une longue série de contestation des politiques inégalitaires menées partout dans le monde depuis des décennies, et que la pandémie ainsi que ses conséquences économiques et sociales auront contribué à exacerber et à rendre insupportables.

La France devrait par conséquent revoir ses choix géopolitiques en profondeur afin de se tenir aux côtés des peuples en lutte pour leur dignité et leur survie.

Je vous remercie par avance pour l'attention que vous voudrez bien porter à ce courrier.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.



Jean-Paul LECOQ

Député de Seine-Maritime